

## RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- David Bodet militant LCR
- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant syndical
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 01.64.91.32.75

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

## POUR RÉUSSIR À GAUCHE

par Sylvie Mayer

Les communistes ont été largement consultés sur la participation au gouvernement de ministres communistes. Cette vraie consultation, la lucidité qu'y ont montrée les militants témoignent de la progression de notre mutation. Ce ne fut pas sans hésitations, interrogations, et débat de fonds. L'attente à notre égard, les témoignages des collègues de travail, des amis nous encourageant à ne pas hésiter, la certitude que la situation, bien que pas facile, n'est pas la même qu'en 1981 nous ont aidé à prendre cette décision.

La déclaration du Bureau National du 10 juin revient sur les responsabilités qui en découlent pour l'activité des communistes, et propose d'accélérer la mise en œuvre de la pratique politique engagée depuis des mois avec le Pacte unitaire, les forums, les assises. Si les élections précipitées n'ont pas permis leur plein déploiement, ces

N° 83 juin 1997

5è année de parution

## MAASTRICHT : ÇA CONTINUE (AGGRAVÉ !)

par Amaury Couderc

Il n'aura pas fallu attendre bien longtemps pour que l'actuelle direction du PS et nos ministres ne retrouvent et ne remettent à l'ordre du jour les vieilles méthodes éculées qui ont mené la gauche à la défaite en 93 et le FN à 15%.

Comment faire passer la pilule du pacte de stabilité, son volet monétariste, ses contraintes incontournables qui mineront encore plus les pays en difficultés puisque viendra se rajouter au déficit une "amende" proportionnelle à ce même déficit(1). Gageons que ce ne seront pas les pays les plus riches qui seront taxés, mais les autres...

Comment faire passer le fait qu'aucun contrôle démocratique de la banque centrale n'a été mis en place ?

Comment parvenir à qualifier de "bon compromis" un pacte que quelques semaines avant, au cours de la campagne électorale, Lionel Jospin qualifiait de "super Maastricht" en affirmant que ce même pacte était "absurde" ?

Et bien, sans aucune hésitation, il suffit de recommencer, (mais cette fois sans risque, puisque les français ne sont pas consultés) le coup de Roland Dumas à la veille du référendum sur Maastricht : ajouter un volet social et affirmer de manière péremptoire : *"La France a mené depuis 1981 un combat acharné pour faire entrer dans les esprits, puis dans la réalité, l'idée de l'Europe Sociale. C'est chose faite."* Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, 1992. .../...

(1) Exemple : dans le cas où la France aurait un déficit de 4% elle devrait payer à la banque centrale une amende de ... 25 milliards de francs.

dernières ont marqué la déclaration PC-PS et contribué à construire un nouveau rapport entre dynamique sociale et dynamique politique.

La crise politique n'a pas disparu, les rapports de forces restent tendus, la droite défaite tente de se ressaisir, elle en a les moyens : cohabitation, patronat, le FN qui lui fait ses offres (voir Mégret Le Monde du 11 juin).

C'est en raison de cette situation que nous lançons les rencontres citoyennes.

Le gouvernement dit vouloir s'engager dans le sens affirmé (régularisation des sans-papiers, nouveau dialogue européen...) durant la campagne électorale, le mouvement social bouge (80000 personnes à Paris), cela stimule les engagements.

Avec les rencontres et initiatives citoyennes « nationales et de longue haleine à engager tout de suite » .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

## POUR RÉUSSIR À GAUCHE

suite

il s'agit de s'inscrire dans l'actualité et dans la durée. Il s'agit d'une autre approche de la politique : impossible d'imaginer le changement sans intervention du peuple. C'est là que le rôle du parti nous semble nécessaire : Nous souhaitons contribuer au changement de logique politique sachant que tout ne peut-être fait d'un seul coup. Nous voulons être utiles pour permettre aux gens de mieux définir leurs aspirations, d'identifier les obstacles et d'intervenir dans la construction de cette nouvelle politique.

Il y a de fortes contradictions, qui laissent la situation très ouverte. Ainsi la victoire de la gauche en France bouleverse la donne en Europe. Mais la confrontation entre la droite et la gauche, dans la gauche et avec le mouvement social demeure : Jospin n'a pas fait la preuve à Amsterdam d'une volonté affirmée de résistance à Maastricht. La présence au gouvernement ne change pas l'orientation que nous avons décidée au congrès, mais nous oblige à réfléchir sur l'articulation gouvernement/ ministres/ députés/ partis politiques, avec la responsabilité spécifique du Parti communiste.

Les 1000 rencontres citoyennes que nous allons organiser au début de l'été sont la résultante de notre engagement dans de nouvelles pratiques politiques. Albert Jacquard a dit pendant la campagne : « Je demande au Parti communiste qu'il impose une logique nouvelle ». IL s'agit bien en effet pour nous de faire bouger les rapports de force dans le processus de transformation de

la société. Ces rencontres doivent permettre aux gens de faire de la politique sur leurs plus urgentes préoccupations comme sur des questions de fonds posées à la société. Nous voulons faire grandir les exigences pour une nouvelle construction sociale, avec modestie, sans forcément avoir réponse à tout, sans avoir d'avance toutes les solutions qui sont à construire collectivement, faire vivre le pluralisme et la démocratie.

Dans un tel contexte, le débat à gauche doit se poursuivre, toutes les forces progressistes doivent rester vigilantes, être à l'écoute de la population, critiques et constructives vis à vis du gouvernement.

Dans ce cadre, Rassembler à Gauche conserve à mon sens, toute son utilité. □

## MAASTRICHT : ÇA CONTINUE

(AGGRAVÉ !)

suite

Lionel Jospin et Dominique Srausskahn, en affirmant 6 ans plus tard la même banalité "Il faut construire l'Europe sociale", mais bien sûr en prenant grand soin de ne concrétiser cette volonté par aucune mesure contraignante, tentent de justifier la signature du pacte de stabilité par l'adjonction d'un soi-disant volet social.

Lionel Jospin annonce comme un "bon compromis" le fait que les autres pays aient accepté de se "soucier de l'emploi". Soyons sérieux, qui contesterait l'idée que l'Europe doit se soucier de l'emploi ? Qui pourrait être contre une Europe sociale ?

Le tout, bien entendu, est de savoir ce que chacun entend par Europe sociale, et sur ce point, pas un mot.

Lorsque certains parlent d'emplois publics, les autres, comme Tony Blair, entendent flexibilité.

Lorsque certains défendent l'intervention de l'Etat, les autres continuent les privatisations...

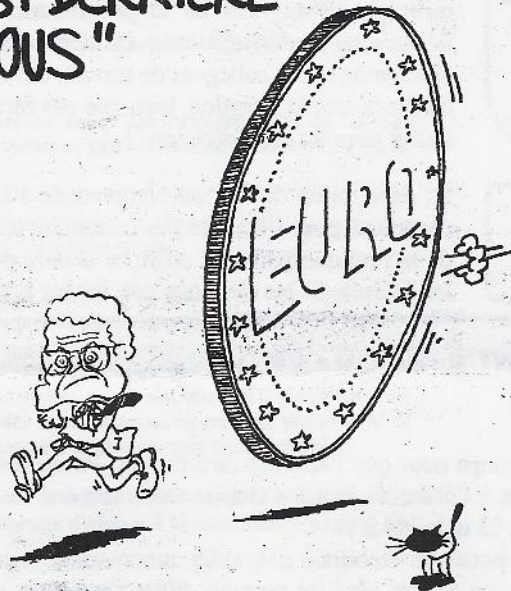
L'Europe est un véritable patchwork social et rien dans cet additif au traité de Maastricht ne contraint les pays à un rapprochement réel des points de vue, dans la perspective d'une construction sociale de l'Europe. Il ne s'agit comme en 1992 que d'une simple déclaration d'intention.

Ce qui est concret, par contre, c'est le pacte de stabilité. Là, tout un mécanisme contraignant construit à marche forcée l'Europe monétaire.

Alors, à cette étape se pose une question bien réelle : avec quels moyens financiers allons-nous construire cette Europe sociale ?

Nous avons affirmé, aussi bien le PC que le MDC, les Verts, l'AREV, la CAP, toute la gauche pluraliste et même une partie du PS avec la "Gauche Socialiste" "qu'aucun progrès social ne pourrait se construire sur la base des critères de Maastricht". Aggravé par le pacte de stabilité, il est évident qu'aucun progrès social ne verra le jour. Cela signifie clairement que si nous croyons à ce que nous disons, nous pouvons affirmer que ce gouvernement qui est pourtant "le notre", ira dans le mur, qu'il sera incapable de satisfaire aux revendications, qu'il va continuer à laisser se poursuivre les délocalisations et aggraver la situation .../...

JOSPIN: "LA RIGUEUR EST DERRIÈRE NOUS"



**Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.**

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse n° \_\_\_\_\_ rue

Prénom \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Je verse la somme de: 100 fr  autre

Code postal \_\_\_\_\_

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

## MAASTRICHT : ÇA CONTINUE (AGGRAVÉ !)

suite

de l'emploi, que les 750 000 emplois promis sont un leurre...

Il reste bien sûr une dernière possibilité, c'est que les citoyens, les salariés s'emparent eux-mêmes de cette idée, renvoient les technocrates de l'Europe à leurs chères études et construisent avec leurs organisations syndicales et politiques une expression transnationale d'une autre Europe.

Mais où est donc passé le référendum sur l'Euro, réclamé par plus de 500 000 citoyens à l'initiative du PC et du MDC entre autres ? □

## LU DANS L'HUMANITÉ

### MICHEL ROCARD . AUCUNE CONCESSION AUX COMMUNISTES SUR L'EUROPE

Invité du "Club de la presse" d'Europe I, Michel Rocard a déclaré dimanche qu'il n'est "pas question" que le PS fasse des concessions au PCF sur des "points essentiels" comme l'Europe et la politique de l'emploi.

Après avoir estimé qu'une victoire de la gauche, signifierait de 250 à 270 députés socialistes, ainsi qu' "une quarantaine de députés d'un peu partout ailleurs et une trentaine de communistes là-dedans"; le dirigeant socialiste a poursuivi : "Ce sera à eux de voir s'ils sont d'accord sur les orientations que nous proposons. S'ils les refusent, "ils auront le choix de redonner le pouvoir à la droite".

Toujours selon Michel Rocard, "il existe un désaccord majeur" sur la construction européenne, et le PS "n'est prêt à aucune espèce de concession".

Quant à l'emploi, il estime que, en proposant une augmentation du SMIC de 1.000 francs au 1er juillet prochain, les communistes "tirent trop fort".

Quant au programme de son propre parti, il le juge "à peu près sérieux, construit et réfléchi".

## LU DANS L'HUMANITÉ

## DES NOUVELLES DE NOTRE RÉGION - DES NOU

### LES ÉLUS COMMUNISTES ET PARTENAIRES S'ENGAGENT

### NOUS NOUS ENGAGEONS POUR SOLEIL EN ILE-DE-FRANCE

La droite aura décidément gouverné dans l'opacité et la duplicité jusqu'au bout : c'est en avril qu'Alain Juppé a pris la décision de la construction du premier synchrotron français SOLEIL, qui n'a été rendue publique... que le 30 mai au terme de la campagne électorale. L'étape de sélection des sites d'accueil est commencée et le site définitif sera choisi fin 1997.

Cet important projet scientifique est indispensable à toute nation moderne et une surenchère des candidatures régionales ne peut que favoriser des intérêts politiques et financiers particuliers - sur le dos des contribuables - bien éloignés des véritables enjeux posés au niveau national.

Le très grand équipement SOLEIL, conçu par les équipes du laboratoire LURE dont il est le prolongement et le développement, est un projet scientifique d'importance nationale et un enjeu stratégique pour la qualité de la recherche publique française et la place et l'indépendance de notre pays dans le monde. Pour être rapidement opératoire et à moindre coût (la réalisation sur le site de Saclay représenterait une économie de 400 MF) SOLEIL a besoin de l'environnement où il a été élaboré et des liens, des échanges scientifiques, économiques, industriels tissés depuis 25 ans grâce à la compétence et au savoir-faire des personnels du LURE.

Outre qu'une implantation hors Ile-de-France signifierait une délocalisation avec tous les gâchis qui en résulteraient, cette bataille pour la localisation de SOLEIL pose le problème de fond du désengagement financier de l'Etat, du statut du laboratoire et des personnels, de la privatisation de la recherche.

La situation nouvelle créée par le changement de majorité et de gouvernement va permettre de revoir cet important dossier avec un éclairage nouveau.

Nous saisissons donc ce jour le Président Michel Giraud, mandaté pour représenter le Conseil Régional auprès de l'Etat et le Ministre de l'Education nationale et de la Recherche Monsieur Claude Allègre, afin de réitérer, de toute urgence, nos propositions établies en concertation avec l'ensemble des personnels concernés :

- Réalisation de SOLEIL à Saclay compte tenu de la cohérence scientifique et du coût - financier et social - moindre.
- Faire prévaloir la coopération sur la concurrence entre les régions.
- Création d'une dotation exceptionnelle de l'Etat afin de ne pas grever les budgets déjà réduits du CNRS et du CEA.
- Statuts publics pour le futur laboratoire et les personnels.

### COMMUNIQUÉ DU GROUPE COMMUNISTE ET PARTENAIRES

Paris le 15 avril 1997

La récente grève des internes et la solidarité qu'elle a suscitée dans l'opinion publique, les multiples actions locales des personnels hospitaliers prouvent que le démantèlement de notre santé publique peut être mis en échec.

Un sujet d'une telle importance pour nos concitoyens ne saurait relever de décisions émanant d'un fonctionnaire fut-il désigné par le gouvernement.

C'est au contraire l'affaire de tous les Franciliens. C'est la raison pour laquelle nous exigeons l'organisation d'un débat régional sur la santé publique en Ile-de-France : quels besoins, quelles solutions ? et avons demandé au Président du Conseil Régional, Michel Giraud, de convoquer dès que possible une séance publique du Conseil Régional sur le schéma régional de la santé.

## DES NOUVELLES DE NOTRE RÉGION - DES NOU

## DES NOUVELLES DE LA RÉGION - DES NOUVELLES

Suite à une intervention d'Amaury Couderc concernant l'EREA de Montgeron, ci-joint la réponse de l'exécutif régional.

*Conseil Régional  
d'Ile-de-France*

*Paris le* 11 JUIN 1997.

*Le Vice-Président  
Chargé des Affaires Scolaires*

4247/PD/SC/N° 363  
DASES/SG/N°354  
« Cellule Relation avec les élus »  
Affaire suivie par : F.DEZON  
01.53.85.57.66

Mon Cher Collègue,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la situation de l'EREA Jean Isoard de Montgeron.

Croyez bien que cet établissement est au coeur des préoccupations du Conseil Régional mais, de nombreuses interventions urgentes se sont imposées à lui auxquelles il a dû consacrer son action, en priorité.

La rénovation de l'EREA fait maintenant l'objet de tous ses soins et le dossier progresse au rythme fixé par le déroulement des procédures légales.

Le Bureau d'Etude Technique vient d'être désigné et le Dossier de Consultation des Entreprises va être remis à ces dernières, dès les premiers jours du mois de juin.

Si aucun incident ne vient perturber le processus, le marché devrait être attribué au début de l'année 1998. La phase concrète de travaux débiterait, alors, aux vacances d'été suivantes. Dans cette attente et suite au dégât des eaux intervenu récemment, des travaux de remise en état seront entrepris dès que la Compagnie d'Assurance aura donné son avis.

Soyez assuré que le Conseil Régional ne manquera pas, comme il s'y est toujours employé, de faire face à ses obligations et s'efforcera d'assurer à la communauté scolaire des conditions de vie et de sécurité optimales.

Je vous prie de croire, Mon Cher Collègue, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

André FOSSET

Monsieur Amaury COUDERC  
Conseiller Régional d'Ile-de-France  
Le Clos  
91790 BOISSY SOUS SAINT YON

57, rue de Babylone 75007 Paris - Tél. 01 53 85 64 00

## DES NOUVELLES DE LA RÉGION - DES NOUVELLES

Tu peux aussi participer en envoyant ton point de vue sur le contenu de "Rassembler à Gauche" ou sur des sujets que tu voudrais voir traiter...

Cher(e) camarade,

"Rassembler à Gauche" paraît maintenant depuis presque 5 ans.

Le plus grand nombre d'entre-vous a payé son abonnement et cela nous a permis de ne pas avoir un trop grand déficit (alentours de 7000F).

Les lecteurs de "Rassembler à Gauche" sont de plus en plus nombreux et aujourd'hui il ne nous est plus possible de continuer à assurer l'envoi régulier à ceux qui n'ont pas fait l'effort de nous aider et nous encourager.

Pour le plus grand nombre d'entre-eux, nous pensons que c'est simplement par oubli.

C'est pourquoi l'équipe de rédaction fait appel à toi, un petit effort, et nous pourrions combler ce déficit et pourrions continuer dans de bonnes conditions la bataille politique pour le Rassemblement à Gauche. Participe !

Merci,

La Rédaction de  
"Rassembler à Gauche"